

- **Carte militaire : Sarkozy promet 1500 postes en Moselle**

02/09/2008 | Mise à jour : 21:35 |

Le chef de l'Etat a proposé aux élus du département de France le plus touché par la restructuration des armées de délocaliser 1500 emplois publics. Il annoncera d'autres mesures de compensation d'ici à la fin de l'année.

Nicolas Sarkozy a commencé à détailler mardi les mesures de compensation promises par l'Etat, mi-juillet, aux régions touchées [par la réforme des armées](#). Recevant des élus mosellans à l'Elysée, le chef de l'Etat a évoqué l'arrivée de 1500 emplois publics délocalisés. « Le président s'est engagé à venir avant la fin de l'année en Moselle pour nous annoncer un certain nombre de mesures dont cette délocalisation importante d'administratifs notamment dans le domaine des statistiques nationales », a déclaré à la presse le maire socialiste de Metz, Dominique Gros. Un pôle statistique regroupant un millier de ces emplois délocalisés devrait s'installer à Metz.

Le chef de l'Etat a également indiqué à la vingtaine de parlementaires et maires mosellans présents à cette rencontre, que l'université de Metz serait intégrée dans une «session de rattrapage» du [plan Campus](#) et qu'un comité interministériel d'aménagement du territoire serait spécialement consacré à ce département «début janvier». Nicolas Sarkozy a enfin évoqué la possibilité qu'un ou deux régiments venus d'Allemagne viennent s'installer en Moselle. «La prise de position du président de la République n'est pas négligeable mais le cimetière des promesses non tenues est tellement grand en Lorraine que nous restons tous sur le qui-vive, quelle que soit notre couleur politique», a mis en garde Dominique Gros.

Des aides spécifiques pour le Grand Est

L'est de la France, particulièrement le département de la Moselle, est le plus touché par la refonte de la carte militaire. Le sénateur socialiste Jean-Marc Todeschini avait ainsi évalué fin juillet que [la Lorraine, région à laquelle appartient la Moselle, perdrait plus de 25.000 habitants](#), un manque à gagner pour l'économie qui se chiffre à plus de 200 millions d'euros. C'est ainsi 7 000 militaires et leurs familles qui devraient quitter la Moselle d'ici 2011.

Sur l'ensemble du territoire, [afin d'apaiser la fronde des élus locaux](#), dont les communes sont visées par la restructuration des armées, [le gouvernement a débloqué une enveloppe totale de 320 millions d'euros pour aider les villes](#) qui perdront leur garnison ou leur base militaire. Des mesures fiscales à hauteur de 350 millions d'euros sont également prévues. Une somme spécifique de 620 millions d'euros devrait, d'ici à six mois, être validée et réservée à la région «Grand Est» touchée au premier chef. Outre les 5000 redéploiements de postes publics de la région parisienne vers la province, les services du ministère de la Défense ont aussi contacté 1 000 entreprises pour tenter de recréer une partie des emplois qui seront perdus.

» [INFOGRAPHIE - La carte des sites concernés](#)